

ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Protestation, aujourd’hui, devant le palais du gouvernement

Le pouvoir, occupé à mener campagne pour sa pérennité, se voit rappelé à la réalité du triste vécu professionnel national par les enseignants contractuels. Regroupés au sein du Conseil national des enseignants contractuels (Cnec), ces enseignants, parents pauvres de l’éducation nationale, observent aujourd’hui lundi une journée de protestation devant le palais du gouvernement.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - Action d’éclat, si l’on veut, ce rassemblement devant les bureaux du Premier ministre est tout ce

qu’il y a de légitime, tant, d’éprouvantes longues années durant, les enseignants contractuels ont été livrés à eux-mêmes.

Pis encore, ils dispensent le savoir sans que, en contre-partie, ils ne perçoivent, à terme échu comme leurs collègues permanents, leurs rémunérations.

Ils bataillent aussi inlassablement pour se sortir de la précarité dans laquelle les fige leur statut de contractuels.

Fortement préoccupés par une telle situation, les enseignants contractuels se sont forgés une âme de contesta-

taires endurants. Leur syndicat, le Cnec, dont le conseil national s’est réuni les 21 et 22 du mois courant au siège du Snapap, a résolu d’aller au bout de la protesta, jusqu’à satisfaction de l’ensemble des doléances formulées.

Outre le rassemblement devant le Palais du gouvernement, le Cnec retient une série d’actions de protestation.

Il n’exclut pas le recours, une fois de plus, à l’observa-

tion de la grève de la faim.

Mais plus significative-ment, le Cnec a retenu de tenir un sit-in 24 heures durant devant la présidence de la République.

Au menu des revendications se trouvent inscrits le paiement des arriérés de salaire mais surtout le bénéfice d’un statut d’enseignants permanents.

Relativement à cette muta-tion dans le statut revendiqué,

les enseignants contractuels refusent toujours de se sou-mettre au préalable posé par la tutelle, c’est-à-dire leur sou-mission à un concours de recrutement.

Les enseignants contrac-tuels insistent, pour le moins, inconséquent de sou-mettre à cette obligation des enseignants qui ont à leur actif dix années d’exercice.

S. A. I.

DÉBRAYAGE DES HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

Colère et amertume chez les grévistes et les patients

Alors que le gouvernement, dans toute sa composante, est sur le terrain pour marchander quelques voix d’électeurs au profit du candidat Bouteflika, les Algériens, dans leur majorité, souffrent des conséquences des politiques appliquées, à ce jour, par ce même gouvernement, notamment en matière de santé publique.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Malades et accompagnateurs sont de plus en plus malmenés dans les structures sanitaires et les CHU. Alors que la grève des praticiens de la santé publique boucle son mois, les hospitalo-universitaires poursuivaient, hier, leur débrayage, qui sera sanctionné aujourd’hui, dernier jour de ce mouvement, par une assem-blée générale qui décidera de la reconduction ou non de la grève

dans les semaines à venir. Les psy-chologues de la santé publique sont également en grève de cinq jours, depuis hier. Autrement dit, en l’absence des spécialistes, des profes-seurs et maîtres-assistants de la santé publique et des paramédicaux, les hôpitaux et autres établissements de santé seront complètement paralysés.

Quoiqu’ils le sont déjà, puisque l’activité est sensiblement ralentie.

Contacté hier, le président du Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales (SNPDSM), le D’Djedjelli, a dénoncé le harcèlement par l’administration des grévistes. Des mises en demeure ont été, selon lui, adressées à l’en-semble des hospitalo-universitaires en grève, à l’exception des membres du bureau du syndicat.

«Nous avons constaté que le ministre de la Santé s’est désengagé de ses responsabilités et que le Premier ministre veut avoir le dernier mot sur ce dossier.

Devant ce fait, nous réitérons notre détermination à aller jusqu’à la satisfaction de nos revendications, dont la première consiste en la rétri-

bution qui nous a été promise», a-t-il ajouté. «Notre action va aller en se durcissant», insiste-t-il, refusant de baisser les bras devant la pression exercée par l’administration hospita-lière.

Il est à signaler que les malades rencontrés dans les couloirs des ser-vices hospitaliers ont exprimé leur solidarité avec les professeurs et les docents grévistes. «Je reviendrai la semaine prochaine. Ils ont raison de faire grève.

Ce n’est pas normal que des médecins soient mal payés et igno-rés comme ça par le gouvernement», nous a confié un patient.

Un autre malade a un point de vue différent. «Les médecins n’au-

raient pas dû faire grève maintenant, en période électorale. Personne ne les écouterait, car le peuple peut mourir pendant que les candidats font leur cinéma», dira notre interlocuteur, très déçu par l’état dans lequel se trouvent les choses dans notre pays.

Par ailleurs, il est à rappeler que l’Intersyndicale des syndicats auto-nomes de la Fonction publique, qui regroupe six syndicats de différents secteurs, se réunira aujourd’hui pour tracer un programme d’actions revendicatives pour les prochaines semaines. Devant toute cette effer-vescence, les six candidats à la magistrature suprême affichent une indifférence méprisante.

R. M.

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

Temmar annonce la création de centres technologiques industriels

Intervenant hier lors d’une rencontre consacrée aux industries agroalimentaires, Abdelhamid Temmar, ministre de l’Industrie et de la Promotion des investissements, a annoncé que les importations des biens ali-mentaires qui étaient évaluées à 2,5 mil-liards de dollars en 2002 ont atteint 8 mil-liards de dollars en 2008.

F.-Zohra B. -Alger (Le Soir) -Qualifiant cette hausse de dangereuse, Abdelhamid Temmar a souligné l’existence d’une concurrence sévère et appelé les industriels à déve-lopper leurs capacités de production en vue de relancer la production nationale. «Nous devons réguler le marché... nous ne pouvons plus continuer à importer massivement, nous devrions plutôt exporter nos produits», a déclaré le ministre, soulignant aussi le fait que l’Etat

doit, avec les opérateurs, trouver des solutions et notamment aller vers une augmentation de la production. Il notera aussi que l’agroalimentaire représente 50 % du marché de l’alimentation.

Parmi les orientations du ministre, figurent la nécessité d’identifier les besoins agroalimen-taires et la connaissance des produits à fort potentiel.

Le ministre a aussi recommandé une mise à niveau des entreprises et a annoncé la création de centres technologiques industriels qui seront mis à la disposition des entreprises du secteur agroalimentaire et qui leur apporteront une aide notamment pour ce qui est de la formation du personnel ou la recherche-développement.

Les centres seront créés par branche. Seront de ce fait mises en relief les difficultés dans lesquelles se débattent les entreprises qui

doivent faire face à une rude concurrence. Selon le ministre, la branche alimentaire est prioritaire pour ce qui est du développement industriel puisqu’elle est en relation directe avec la consommation nationale et la sécurité alimentaire. Il appellera aussi à l’initiation d’un dialogue avec les opérateurs en vue de la mise sur pied d’une stratégie industrielle.

Par ailleurs, selon le ministre, les entre-prises sont aussi confrontées à trois difficultés qui sont la défaillance dans la structuration du marché, un manque de technologie, des équi-pements et des capacités humaines ainsi que des difficultés dans le domaine du manage-ment. Abdelhamid Temmar encouragera ainsi les entreprises à se mutualiser pour créer notamment des centres de stockage ou de froid. Les intervenants ont, par ailleurs, expli-

qué que le secteur agroalimentaire est décon-necté de l’amont agricole. Il est aussi basé sur l’importation de la matière première et orienté vers le marché local. Il est également, selon les spécialistes présents, pénalisé par une absen-ce de stratégie globale et une faiblesse des organisations professionnelles ou interprofes-sionnelles. A travers les ateliers, seront ainsi faites des propositions opérationnelles ciblées en vue d’améliorer la contribution du secteur agroalimentaire dans la sécurité alimentaire. Il sera aussi procédé à la définition des filières auxquelles il sera accordé une priorité en raison notamment de leur poids au sein de l’économie nationale. A l’issue de la rencontre sera définie la mise en place d’un plan de développement spécifique du secteur agroalimentaire.

F.-Z. B.

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Un gamin et un adulte blessés accidentellement par balle

Grièvement blessé par une balle à la jambe, qui s’est logée à proximité de l’os, un enfant de quatre ans, fils d’un policier, a été évacué d’urgence vers l’hôpital Bouzidi-Messaoud où la balle lui a été retirée. L’enfant ayant profité d’un moment d’inatten-tion du père, a manipulé le pistolet chargé et s’est tiré accidentellement une balle dans la jambe.

Par ailleurs, au service des urgences, une source médicale nous a confié qu’un accident identique avait eu lieu quelques jours auparavant. Il s’agit d’une personne qui scrutait l’arme de son ami, et qui a fini par se blesser avec à la jambe, ce qui lui a valu une intervention chirurgicale, assez délicate.

Saâdène Ammara

PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT

48 études d’impact réalisées depuis 2007 dans le domaine des hydrocarbures

L’Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) a réalisé, depuis 2007, 48 études d’impact sur l’environnement, ont déclaré les responsables de cette institu-tion qui travaille sous l’autorité du ministère de l’Energie et des Mines.

Lyès Menacer – Alger (Le Soir) – Ces études ont concerné 7 installa-tions de stockage de bitumes, 5 installa-tions de stockage de produits pétroliers, 4 stations-service, 8 cana-lisations de transport d’hydrocar-bures et 24 amonts pétroliers, ont précisé les responsables de l’ARH, lors de la journée d’information sur les modalités d’approbation des études d’impact sur l’environnement relevant du domaine des hydrocar-bures, organisée hier à l’hôtel El-

Aurassi d’Alger. L’action de l’ARH qui a été créée en 2005, vise à préserver les ressources naturelles de notre pays et à les revaloriser, a indiqué le ministre de l’Energie et des Mines, Chakib Khelil, qui a présidé cette ren-contre. Selon lui, la protection de l’environnement constitue un axe stratégique du programme gouverne-mental. Chakib Khelil a saisi l’occa-sion pour réaffirmer que les contrats signés avec les partenaires natio-naux et étrangers ne seront pas révi-sés et qu’aucun projet ne sera blo-qué, contrairement à ce qui a été dit dernièrement à ce sujet.

«La révision des contrats risque de créer une instabilité contractuelle. C’est la raison pour laquelle nous donnerons des signaux très clairs à nos partenaires à l’avenir», a-t-il affir-

mé. Le ministre a précisé toutefois qu’il peut y avoir révision d’un contrat dans le cas où les deux parties contractantes sont d’accord. «Rien ne les oblige à garder les mêmes arrangements», a-t-il encore indiqué. Interrogé sur le récent contrat qui a été signé entre l’Algérie et le Portugal pour la commercialisation du gaz par Sonatrach elle-même, le ministre dira que l’accord a été trouvé rapidement. Ce contrat permet à Sonatrach de commercialiser du gaz acheté dans d’autres pays et ne limite pas le volu-me à écouler.

Chakib Khelil s’est montré satis-fait de la stabilité des prix de l’or noir, suite à l’application de la baisse de production qui a été décidée lors de la réunion de l’Opep à Oran. Une baisse de 800 000 barils par jour

pourrait être opérée, mais le ministre a affirmé qu’il faudrait d’abord voir l’évolution des prix du pétrole pour prendre une telle décision.

Avec la récession économique mondiale, la demande en pétrole a aussi baissé, ce qui oblige les pays producteurs à réduire automatique-ment leur production. «La réduction de la demande entraînera d’ici la fin de l’année 2009 une réduction de la production d’environ 1,1 million de barils par jour», ajoutera-t-il, tout en restant confiant sur un rebondisse-ment des prix du pétrole dans les semaines et mois à venir. «Je pense que les prix du pétrole vont se situer d’ici la fin de l’année 2009 à 60 dol-lars le baril», a-t-il conclu sans don-ner plus de précisions.

L. M.